

Westminster (l'honorable M. Reid) l'a souligné l'autre jour,—et je partage son avis sur plusieurs points,—il n'y a aucune différence entre les Russes d'hier et ceux d'aujourd'hui. Un autre maître a remplacé le tsar, mais, notre Gouvernement aurait dû se rendre compte que les Russes rêvent encore de conquérir le monde et qu'ils tenteront de réaliser leur rêve.

Je compte voter en faveur du bill pour le motif qui m'a fait souscrire aux diverses lois de finances du temps de guerre dont nous avons été saisis de 1939 à 1945. A plusieurs reprises, lorsque j'ai appuyé des crédits de 100 ou de 200 millions, et même davantage, pour du matériel de guerre, je me suis demandé si nous n'aurions pas un fort excédent de marchandises en magasin à la fin de la guerre et si la vente de ces marchandises n'entraînerait pas de lourdes pertes. Aujourd'hui, je suis tout aussi perplexe, mais je ne veux pas que, plus tard, on puisse me dire: "Vous avez refusé de voter des crédits pour armer nos soldats convenablement et quand il leur a fallu rencontrer les Russes sur le champ de bataille,—comme ce sera le cas, —ils n'étaient pas prêts à lutter à conditions égales". Quoi qu'il en soit, les charges du Gouvernement sont aujourd'hui plus lourdes qu'elles ne l'ont jamais été. Nous nous souvenons fort bien des événements qui se sont déroulés à la fin de la dernière guerre, alors qu'il a fallu disposer des fournitures et du matériel amoncelés par tout le pays. A l'avenir, notre programme ne devra pas consister en une liquidation des biens de guerre. La population canadienne aurait peine, croyons-nous, à verser plus d'impôts qu'elle n'en verse présentement. Avant les dernières élections, le Gouvernement a jugé à propos de réduire l'impôt sur le revenu dans la mesure du possible; aujourd'hui, il nous souligne le fait que le budget récent n'a pas haussé cet impôt. Je voudrais que le Gouvernement promette de ne pas augmenter l'impôt sur le revenu lors du prochain budget.

Le bill à l'étude concerne les crédits à voter pour les fournitures de guerre. Il m'est donc impossible d'y refuser mon appui. Toutefois, lorsque nous songeons au sacrifice de vies humaines, l'argent ne semble plus un élément de premier ordre. Je tiens à connaître le programme éventuel du Gouvernement en regard des engagements qu'il a pris en vertu de la Charte de l'Atlantique. On a prétendu que cette charte ne nous contraint pas à envoyer des troupes en Europe. Peut-on concevoir que si les États-Unis envoient jusqu'à vingt divisions outre-mer, et si la France, la Belgique et l'Australie font chacune leur part,

nous n'aurons pas à fournir des troupes armées? Autrement comment s'y prendrait-on pour lever les troupes nécessaires? Je prie le Gouvernement et surtout le ministre des Affaires extérieures de nous exposer, cet après-midi, la manière dont on compte répondre à ce besoin de troupes armées. D'aucuns affirment que nous devrions garder nos soldats au Canada pour la protection de notre pays. A mon sens, c'est là une attitude d'isolement qui ressemble à celle des États-Unis autrefois. C'est cette attitude qui a failli coûter leur liberté aux États-Unis parce qu'ils ne s'étaient pas préparés à la lutte.

Je termine ici mes observations. Il me fera plaisir de prendre connaissance des renseignements qui nous seront fournis au comité.

Des voix: Très bien!

L'honorable T. A. Crerar: Honorables sénateurs, comme ce bill de finances prévoit des crédits de guerre, le Sénat ne peut que l'approuver. Toutefois, nous ne devons pas oublier que nous nous engageons aujourd'hui sur une longue route dont l'issue nous est présentement cachée.

Ceux qui observent la situation internationale depuis quelques années s'aperçoivent qu'elle a empiré peu à peu. On espérait que le monde pourrait échapper à un autre cataclysme semblable au récent conflit mondial et que l'Organisation des Nations Unies pourrait, d'une façon ou d'une autre, préparer les voies à une paix stable. Ces espoirs se sont maintenant évanouis; le fait brutal est qu'on n'évitera la guerre à l'avenir que par l'organisation aussi rapide que possible de la défense des pays amis de la liberté. Il m'est à peine nécessaire de signaler la situation à mes collègues.

L'avenir étant sombre, il est à propos de savoir où nous en sommes. Je ne me préoccupe pas du problème qu'a soulevé le chef de l'opposition (l'honorable M. Haig) touchant l'affectation de nos effectifs. Je m'inquiète davantage des dépenses énormes qu'entraîne la guerre de nos jours. La seconde Grande Guerre a coûté, par homme, au moins deux fois plus cher que la première. On peut prédire sans crainte d'erreur, que si par malheur une autre guerre éclatait, elle coûterait bien plus cher que la dernière. Aussi, l'économie de tous les pays impliqués dans une telle guerre en serait obérée.

J'en suis convaincu, la sagesse du Parlement actuel et de notre population exige autant que possible l'acquiescement des dépenses au fur et à mesure. J'ai en horreur l'accroissement de la dette, car à mesure que la dette et l'inflation augmentent, c'est la population innocente du pays qui écope. Je veux parler de ceux qui